Noir sur blanc

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/lha/324>

DOI: 10.4000/lha.324

ISSN: 1960-5994

Publisher

Association Livraisons d'histoire de l'architecture - LHA

Printed version

Date of publication: 10 June 2013

Number of pages: 5-6

ISSN: 1627-4970

Electronic reference

« Noir sur blanc », *Livraisons de l'histoire de l'architecture* [Online], 25 | 2013, Online since 16 April 2015, connection on 06 May 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lha/324> ; DOI : 10.4000/lha.324

This text was automatically generated on 6 May 2019.

Tous droits réservés à l'Association LHA

Noir sur blanc

- 1 Le contexte patrimonial dans lequel s'est ouverte l'année anniversaire de la loi du 31 décembre 1913 pourrait sembler morne. Ici, un fort groupe de spécialistes s'affaire à la rédaction d'un ouvrage qui éclairera le contexte historique et juridique dans lequel le texte centenaire a été élaboré puis voté. Ailleurs on annonce une réflexion sur un texte nouveau dont on ne sait rien encore sinon qu'il actualisera les missions de l'Etat dans les différents secteurs du patrimoine. Force est de reconnaître que la discrétion dont les travaux sont entourés contraste fâcheusement avec l'effervescence qui accompagne la préparation de l'avant projet de loi sur l'enseignement supérieur. Faut-il y voir la marque d'un désintérêt collectif pour ces domaines ? Peut-être... et ce serait inquiétant. On pourrait en noter la marque dans le peu d'émotion que suscite, hormis auprès de quelques-uns, le projet de transformer la grande poste de la rue du Louvre (1888) sans respect pour l'unique œuvre d'un architecte essentiel pour la compréhension du XIXe siècle architectural, Julien Guadet (1834-1908). Pourtant, le fil des jours semble révéler quelques soubresauts ici ou là : à Fontainebleau, une poignée d'opposants convaincus a réussi à éviter pour quelque temps la destruction de la halle en béton que l'ingénieur Nicolas Esquillan (1902-1989) y avait édifiée entre 1936 et 1941 et a obtenu une instance de classement ministérielle. On se rappelle le fort mouvement populaire qui avait conduit en 1990 au classement de la halle de Reims, un peu plus ancienne (1927-1929) et dix ans plus tôt (1982) à l'inscription de celle de Jules de La Morandière (1813-1905) à Blois et l'on espère qu'une décision similaire sera prononcée en faveur du patrimoine bellifontain. Autre événement significatif : la campagne de presse que la municipalité de Saint-Denis lance pour la reconstruction de la flèche nord de la basilique. L'idée n'est pas récente : au début des années 1990, dans le contexte de l'aménagement du flanc nord du monument et de la construction du Grand Stade, le maire de l'époque Patrick Braouezec avait suscité un mouvement du même ordre. A l'époque, l'initiative avait débouché sur une réalisation virtuelle faite de rayons laser assemblés. Aujourd'hui, dans l'ambiance morose dans laquelle nous évoluons tous, on n'est même pas certain de la résonance d'un écho : le ministère de la culture affiche la plus totale froideur et s'en tiendra à la restauration de la façade occidentale dans l'état approximatif des années 1840. Chacun sait, bien sûr, que, comme on dit, les « conseillers ne sont pas les payeurs », mais l'Etat aurait pu saluer cet événement peu fréquent : une municipalité prenant fait et cause pour le patrimoine national.

- 2 Bref il n'est pas certain, c'est le moins qu'on puisse dire, que l'opinion s'intéresse encore au patrimoine collectif comme il le faisait il y a dix ou vingt ans. Sans doute serait-il urgent de raviver la flamme, faute de quoi l'érosion quotidienne des choses et l'affairisme drapé dans les déguisements de la modernité précipiteront la banalisation générale. Les campagnes, les régions suburbaines, les entrées de ville donnent aujourd'hui le spectacle démoralisant d'un territoire dégradé en profondeur par le gâchis d'espace, les matériaux polluants et l'irrespect total de la nature et du passé : il est plus que temps de désigner les responsabilités. Sans doute la décentralisation de l'urbanisme opérée en 1983, décision légitime mais qui fut opérée au profit d'acteurs publics, les communes, qui étaient inégalement capables de mettre en œuvre ce type de compétences y est-elle pour quelque chose mais, sans doute, la loi trentenaire n'est-elle pas la seule responsable. Il est temps de réfléchir à la question et l'anniversaire de la loi trentenaire en offre l'opportunité. Si le territoire est bien, comme le dit la loi de 1983, le « patrimoine commun de la nation », il est plus que temps d'en confier l'enrichissement à d'autres moteurs de développement que la spéculation sur les terrains mi agricoles mi constructibles, la viabilisation des lotissements le long des routes radiales, le goudronnage d'espaces naguères en herbe, l'entassement des zones commerciales aux entrées de ville, etc. etc. A défaut d'enrayer le processus de ruïnification globale, peut-être serait-il possible d'espérer une prise de conscience collective de ces maux.
- 3 En attendant, revenons à Fontainebleau et à sa halle : imaginons que les participants aux journées internationales d'histoire de l'art qui se sont tenues dans cette ville entre la fin du mois de mai et le début du mois de juin 2013 se soient trouvés devant place nette, destruction achevée de la construction d'Esquillan. Qu'auraient pu leur dire les autorités venues dans le château pour se congratuler sur la fécondité de cette manifestation historiographique mais aussi pour se confronter à un échec d'aménagement patrimonial ? Il est heureux que l'instance de classement, marque éminente de l'autorité de l'Etat, ait été décision par Mme Filippetti. Mais si, par malheur, aucun accord probant n'aura pu être trouvé avant mars 2014, alors un nouveau rendez-vous explicatif devra être fixé avec les historiens de l'art du pays et d'ailleurs.
- 4 D'ici là peut-être aura obtenu une réponse à ce qui ressemble fort à une énigme : que sont devenues les cloches de Notre-Dame ? Pas celles qui viennent d'être installées dans les tours, bien sûr, mais les anciennes, qui avaient été installées pour le baptême du prince impérial (1856) et fondues avec les canons pris aux Russes à Sébastopol. Ne fût-ce qu'à ce titre, elles devaient être considérées comme des monuments historiques, partie intégrante de l'édifice qui les accueillait et destinées au fonctionnement liturgique et civil de ce dernier. Sans compter qu'elles étaient couvertes par la protection de la domanialité publique : imprescriptibilité, inaliénabilité.
- 5 Où sont-elles donc passées ? Ont-elles été transportées à Villedieu-les-Poêles ? En ce cas pour quoi faire ? On avait dit dans les premiers temps qu'elles devaient être fondues pour contribuer à la fabrication des nouvelles cloches... Puis on s'est ravisé : il était contradictoire, on s'en rendait compte, d'affirmer à la fois que les cloches napoléoniennes devaient être fondues parce qu'elles sonnaient faux et qu'elles sonnaient faux parce que leur bronze, produits des canons spoliés, n'était pas de qualité appropriée tout en prétendant réutiliser le même bronze pour des cloches neuves qui, elles, auraient, par miracle, sonné juste...
- 6 On espère donc qu'elles ne sont pas encore fondues, qu'elles vont être classées au titre des objets mobiliers et présentées en un lieu où elles pourront sonner. Ce que l'occupant

allemand n'a pas pu faire pendant la dernière guerre, on ne saurait admettre que cela fût commis, par caprice, soixante dix ans plus tard.